

	FOURNITURE DES SYSTEMES BILLETTEQUE ET DE RESERVATION REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES	REFERENCE RPAO-DCE	VERSION 1	Page 1 sur 22	AOÛT 2024
---	--	--------------------	-----------	---------------	--------------

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE DES SYSTEMES DE BILLETTEQUE ET DE RESERVATION

MARCHE N° 2024-05 /SMTI

0 - REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES

MAITRE D'OUVRAGE

Le Syndicat mixte de transport interurbain (S.M.T.I)

PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHE

Le président du comité syndical du S.M.T.I

OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet le développement de nouveaux systèmes Billettiqque et de Réservation, la fourniture et l'installation des nouveaux équipements, la dépose et le recyclage des équipements existants, l'accompagnement à la transition, la mise en service et la maintenance des éléments défectueux durant toute la période de garantie.

	FOURNITURE DES SYSTEMES BILLETTEQUE ET DE RESERVATION REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES	REFERENCE RPAO-DCE	VERSION 1	Page 2 sur 22	AOÛT 2024
---	--	--------------------	-----------	---------------	--------------

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'APPEL D'OFFRES – INTERVENANTS	3
1.1 – OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
1.2 - DESCRIPTIF SOMMAIRE DES PRESTATIONS A REALISER	3
1.3 – DUREE DU MARCHE	4
1.4 - LIEU DE REALISATION DES PRESTATIONS.....	4
1.5 – INTERVENANT	4
1.5.1 – <i>Personne responsable du marché</i>	4
1.5.2 – <i>Conduite d'opération (ou assistant à maîtrise d'ouvrage)</i>	4
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES	5
2.1 – FORME ET CONDITIONS DU MARCHE	5
2.1.1 – <i>Tranches</i>	5
2.1.2 – <i>Variantes</i>	5
2.1.3 – <i>Options</i>	5
2.2 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)	5
2.2.1 – <i>Mise à disposition du DCE</i>	5
2.2.2 – <i>Demandes de renseignements / observations / questions</i>	5
2.2.3 – <i>Intégrité du DCE</i>	6
2.2.4 – <i>Modifications mineures du DCE</i>	6
2.2.5 – <i>Échanges électroniques</i>	6
2.3 – PRESENTATION DE L'OPERATION – VISITE DES LIEUX	6
2.4 – DELAI D'ENGAGEMENT DES SOUSMISSIONNAIRES.....	6
2.5 – SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	6
ARTICLE 3 – CONTENANCE ET PRÉSENTATION DES OFFRES.....	6
3.1 – SOUMISSION.....	7
3.2 – DOSSIER DE CANDIDATURE.....	8
3.3 – PROJET DE MARCHE.....	9
3.4 – PIECES COMPLEMENTAIRES	10
3.5 – INDEPENDANCE DES OFFRES	10
ARTICLE 4 – CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES	11
4.1 – REMISE DES OFFRES SOUS FORMAT PAPIER	11
4.2 – REMISE DES OFFRES SOUS FORMAT ELECTRONIQUE	11
4.2.1 – <i>Dépôt électronique des plis</i>	11
4.2.2 – <i>Signature électronique obligatoire des documents</i>	12
4.2.3 – <i>Présentation des dossiers</i>	12
4.2.4 – <i>Copie de sauvegarde</i>	12
4.2.5 – <i>Antivirus</i>	13
4.2.6 – <i>Rematérialisation des offres</i>	13
ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES.....	13
5.1 – REGULARISATION DE SOUMISSIONS	13
5.2 – ANALYSE DES OFFRES.....	14
5.3 – CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	14
5.3.1 – <i>Offres inappropriées, irrégulières, inacceptables ou anormalement basses</i>	14
5.3.2 – <i>Classement des offres recevables</i>	14
ARTICLE 6 – REPRODUCTION DES DOSSIERS DE MARCHE	15
ANNEXE 1 – DÉCLARATION D'INTENTION DE SOUSMISSIONNER (DIS) N°	16
ANNEXE 2 – FICHE D'IDENTIFICATION DU SOUS-TRAITANT (FIS) N°	19
ANNEXE 3 – DÉCLARATION D'INTENTION EN GROUPEMENT D'ENTREPRISES	21
ANNEXE 4 – ARTICLE 14-3 14-3 DE LA DELIBERATION PRECITEE DU 20 MARS 2019 : MOTIFS D'EXCLUSION DES CANDIDATS	22

	FOURNITURE DES SYSTEMES BILLETTEQUE ET DE RESERVATION REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES	REFERENCE RPAO-DCE	VERSION 1	Page 3 sur 22	AOÛT 2024
---	--	--------------------	-----------	---------------	--------------

ARTICLE 1 – OBJET DE L'APPEL D'OFFRES – INTERVENANTS

1.1 – Objet de l'appel d'offres

Le Syndicat Mixte des Transports Interurbains (SMTI) est l'autorité organisatrice des transports interurbains de Nouvelle-Calédonie. Il organise et exploite le Réseau d'Autocars Interurbains (RAÏ).

Pour offrir un service plus performant aux usagers, le SMTI souhaite le renouvellement de son système billettique selon le périmètre actuel (qui inclue des fonctionnalités de paramétrage d'offre et d'aide à l'exploitation) ainsi que le développement d'un système de réservation.

Les systèmes à déployer doivent répondre à plusieurs objectifs :

- Vendre les titres et les contrôler
- Pouvoir réserver son trajet
- Aider à l'exploitation :
 - o Paramétrer l'offre
 - o Superviser l'exploitation du réseau,
- Recueillir et traiter les données d'exploitation du réseau à des fins statistiques.

Ces données doivent permettre de :

- o paramétrer facilement l'offre ainsi que les tarifs sur une durée longue et les faire évoluer au besoin,
- o suivre les indicateurs de qualité de service (avance/retard) par ligne,
- o disposer de données en termes de fréquentation et d'amélioration continue de l'offre,
- o contrôler l'activité des opérateurs de transports et contrôler leur conformité au contrat,
- o anticiper la mise en place de renfort de service en fonction de la demande,
- o disposer de l'information du taux de charge des véhicules en temps réel,
- o diffuser l'information en temps réel de la disponibilité d'horaires et de places dans les véhicules ainsi que tout le long des déplacements des voyageurs,
- o échanger des informations avec d'autres systèmes,
- o disposer de plusieurs canaux de vente et d'information (en ligne, en agence, par téléphone),
- o permettre, aux usagers de réserver à l'avance une place dans le car,
- o fluidifier l'embarquement dans les cars par une validation rapide et une réduction des échanges monétaires,
- o effectuer des opérations de contrôle des titres.

Le présent appel d'offres a ainsi pour objet **LA FOURNITURE DES SYSTEMES DE BILLETTEQUE ET DE RESERVATION** pour le compte du S.M.T.I, maître de l'ouvrage.

1.2 - Descriptif sommaire des prestations à réaliser

La présente consultation concerne l'ensemble des prestations et fournitures nécessaires à la mise en place et à l'exploitation des systèmes de Billettique et de Réservation appelés à équiper le réseau RAÏ.

Les prestations portent sur :

- la maîtrise d'œuvre du projet comprenant la gestion de projet, les études, les développements, les paramétrages, les installations, les formations, les réceptions, les mises en service ;
- la fourniture :
 - o des logiciels centraux et de certains matériels (PDC, caisse...),

	FOURNITURE DES SYSTEMES BILLETTEQUE ET DE RESERVATION REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES	REFERENCE RPAO-DCE	VERSION 1	Page 4 sur 22	AOÛT 2024
---	--	--------------------	-----------	---------------	--------------

- des équipements embarqués (pupitre, ...),
- des interfaces avec les outils existants, en option (écran, girouette, ...),
- des équipements de maintenance et de rechange ;
- d'une documentation complète du système (Exploitation, maintenance, formation, installation...);
- l'hébergement des serveurs ;
- la dépose et le recyclage des systèmes existants (équipements embarqués non utilisés par le futur système) ;
- le paramétrage et l'accompagnement à la prise en main du système sur le réseau, avec un engagement en termes présence sur site, de réactivité selon la criticité des questions et problèmes rencontrés jusqu'à la fin de la Vérification de Service Régulier (VSR), et la mise à disposition d'un outil de suivi des signalements dès la phase de recette usine jusqu'à fin de garantie ;
- le déploiement des équipements du système sur l'ensemble du futur réseau ;
- la proposition de solutions pour gérer la phase de travaux, incluant :
 - la prise en compte des plannings pour le déploiement et la mise en œuvre des interfaces,
 - le démontage des anciens équipements embarqués des véhicules, pendant la période de VSR,
 - la pose des équipements embarqués dans les véhicules ;
- la formation des personnels à l'utilisation des équipements et logiciels du système, ainsi qu'une assistance à l'exploitation ;
- la garantie sur les systèmes de Billettiqque et de Réservation à compter de la fin de la VSR ;
- tous les éléments indiqués dans ce document comme faisant partie des prestations attendues.

Le détail des prestations attendues est précisé dans le CCTP.

1.3 – Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois comprenant la période de garantie de douze (12) mois à compter de la date de notification.

1.4 - Lieu de réalisation des prestations

Les prestations s'effectueront sur la commune de Nouméa où se trouve le dépôt principal des cars ainsi que les bureaux du SMTI. Certaines opérations pourraient toutefois se dérouler sur l'ensemble du territoire de la Nouvelle-Calédonie (liés aux essais notamment)

1.5 – Intervenant

1.5.1 – Personne responsable du marché

La personne responsable du marché est le président du comité syndical du SMTI.

1.5.2 – Conduite d'opération (ou assistant à maîtrise d'ouvrage)

Le SMTI assurera la conduite de l'opération.

	FOURNITURE DES SYSTEMES BILLETTEQUE ET DE RESERVATION REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES	REFERENCE RPAO-DCE	VERSION 1	Page 5 sur 22	AOÛT 2024
---	--	--------------------	-----------	---------------	--------------

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

2.1 – Forme et conditions du marché

Le présent marché est un marché de fourniture et service passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert conformément à la délibération modifiée 424 du 20 mars 2019 portant réglementation des marchés publics.

2.1.1 – Tranches

Il est prévu une seule tranche ferme dans les conditions prévues au CCAP.

2.1.2 – Variantes

Le marché admet des variantes dont les sujets sont précisés dans l'article 8 du CCAP.

2.1.3 – Options

Le marché prévoit des options pour lesquelles le candidat devra nécessairement remettre une offre.

Certaines options pourront être affirmées à la passation du marché, d'autres seront notifiées lors de l'exécution du marché. Le détail des délais maximums d'affermissement des options est donné dans l'article 8 du CCAP.

En complément de son offre comprenant l'offre de base et les options imposées, le candidat pourra présenter des options complémentaires qu'il jugera pertinentes pour la bonne réalisation du marché.

2.2 – Dossier de consultation des entreprises (DCE)

2.2.1 – Mise à disposition du DCE

Le DCE est mis à disposition des candidats conformément aux indications de l'avis d'appel d'offres et ses éventuels modificatifs.

Le DCE est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'appel d'offres (A.A.O.),
- le présent règlement particulier d'appel d'offres (R.P.A.O.) et ses annexes,
- l'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes,
- le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes,
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes,
- le bordereau des prix unitaires (B.P.U.),
- le détail estimatif (D.E.)

Tout candidat au présent appel d'offres est réputé avoir consulté tous les documents cités ci-dessus pour établir son offre.

2.2.2 – Demandes de renseignements / observations / questions

Toutes les demandes de renseignements, observations ou questions éventuelles concernant le DCE pourront être transmises soit via la plateforme de dématérialisation de la Nouvelle-Calédonie (www.marchespublics.nc), soit par mail à l'adresse suivante : accueil@smti.nc.

Elles doivent parvenir au plus tard **douze jours calendaires** avant la date limite de remise des offres fixée par l'avis d'appel d'offres et ses modificatifs.

Une réponse sera alors adressée au plus tard cinq jours calendaires après la date limite de remise des demandes des candidats fixés à l'alinéa précédent, à toutes les entreprises ayant retiré un DCE en laissant leurs adresses électroniques. L'ensemble des réponses successives forme de fait un supplément au DCE, sans nécessité d'avis d'appel d'offres complémentaire.

	FOURNITURE DES SYSTEMES BILLETTEQUE ET DE RESERVATION REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES	REFERENCE RPAO-DCE	VERSION 1	Page 6 sur 22	AOÛT 2024
---	--	--------------------	-----------	---------------	--------------

2.2.3 – Intégrité du DCE

Aucune modification ne peut être apportée au DCE et ses annexes par le candidat, hormis les cas expressément prévus dans le présent règlement, faute de quoi son offre sera considérée comme irrégulière.

2.2.4 – Modifications mineures du DCE

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications mineures au dossier de consultation au plus tard **sept jours calendaires** avant la date limite de remise des offres fixée par l'avis d'appel d'offres et ses modificatifs.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

2.2.5 – Échanges électroniques

Il est recommandé aux candidats de s'inscrire sur la plateforme de dématérialisation de la Nouvelle-Calédonie (www.marchespublics.nc) afin de pouvoir poser leurs questions plus facilement et d'être rendus destinataires directs et en temps réel, par courrier électronique :

- Des éventuelles modifications apportées au dossier de consultation des entreprises ;
- Des réponses aux questions posées par les candidats.

2.3 – Présentation de l'opération – visite des lieux

Les prises de rendez-vous pour les visites se font pendant les heures ouvrables du SMTI (Du lundi au jeudi de 7H30 à 16H30 et le vendredi de 7H30 à 15H30) auprès de :

Mr LO RE Jean Michel

Jean-michel.lore@smti.nc

92.02.21

Cette visite permettra de voir les véhicules et leur lieu de maintenance. Il n'est pas prévu de visite ni des bureaux du SMTI ni des lieux de dépôt des véhicules en brousse.

Elle n'est pas obligatoire mais les soumissionnaires sont réputés connaître les lieux et ne pourront pas se prévaloir d'une méconnaissance s'ils n'assistent pas à la visite.

2.4 – Délai d'engagement des soumissionnaires

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant un délai de **quatre-vingt-dix (90) jours calendaires** à compter de la date limite de remise des offres précisée dans l'avis d'appel d'offres ou ses modificatifs.

2.5 – Suite à donner à la consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite ou de ne donner qu'une suite partielle à la consultation.

ARTICLE 3 – CONTENANCE ET PRÉSENTATION DES OFFRES

Chaque candidat doit fournir les pièces ci-dessous, constitutives de son offre, en un seul exemplaire original.

L'offre sera placée sous enveloppe cachetée comme décrit ci-dessous.

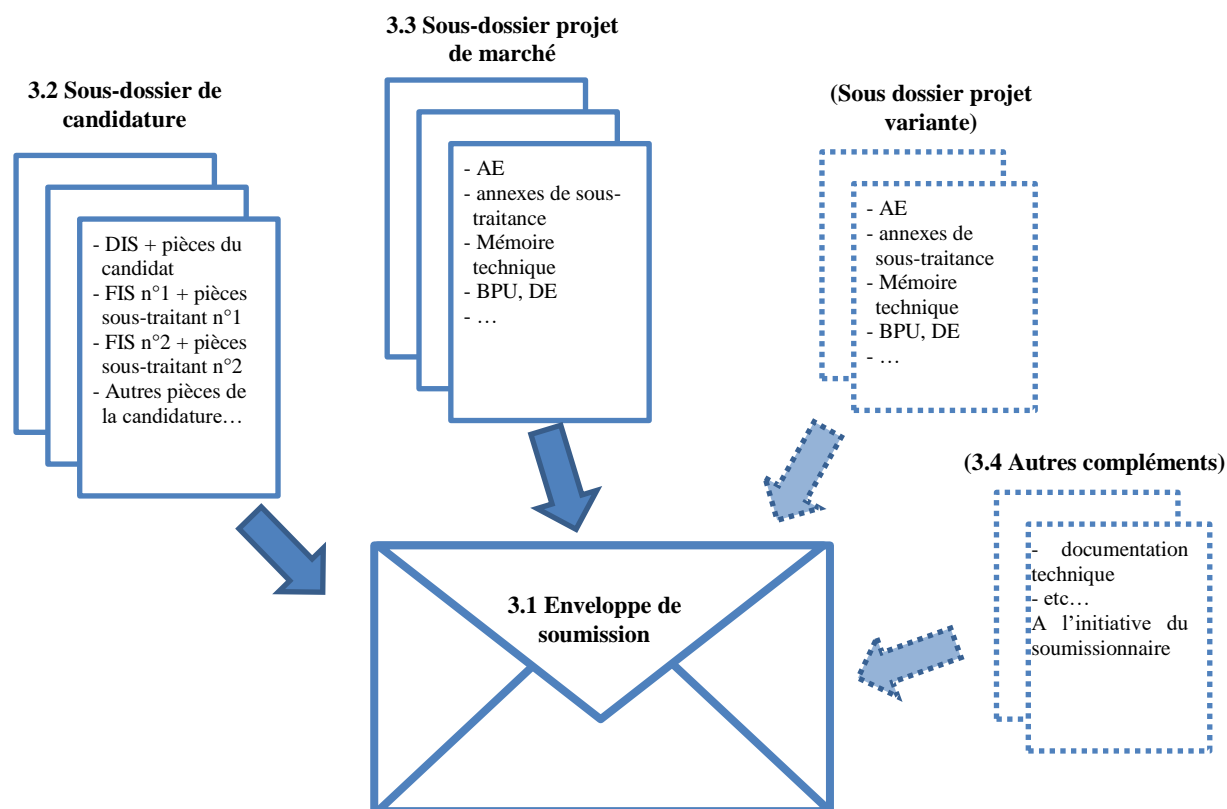
Toute offre non accompagnée des pièces prévues ci-dessous ou présentée de façon non conforme aux stipulations du présent RPAO pourra être rejetée.

Les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Les offres financières seront exprimées en francs pacifique.

	<p>FOURNITURE DES SYSTEMES BILLETTEQUE ET DE RESERVATION</p> <p>REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES</p>	<p>REFERENCE RPAO-DCE</p>	<p>VERSION 1</p>	<p>Page 7 sur 22</p>	<p>AOÛT 2024</p>
---	---	---------------------------	------------------	----------------------	----------------------

Schéma illustratif (voir descriptif détaillé ci-après)



Important : les « enveloppes » constituées d'un enrobement de papier de toute nature avec multiples adhésifs, qu'il faudra nécessairement détériorer lors du dépouillement, et dont la réutilisation comme récipient pour stocker les documents à analyser sera rendue difficile, sont proscrites. Les cartons ou autres contenants conçus pour être réutilisés sont autorisés.

Nota : afin de faciliter le dépouillement et la vérification des documents dans l'ordre mentionné au RPAO, et sans que cela constitue une obligation, il est souhaité que l'ensemble des documents de chaque sous-dossier soit relié (forme de reliure libre – pas de feuille volante).

3.1 – Soumission

L'enveloppe ne devra porter aucun signe distinctif et portera les mentions suivantes :

SYNDICAT MIXTE DE TRANSPORT INTERURBAIN
19 Avenue Foch, immeuble FOCH AU CENTRE VILLE, 6ème ETAGE
BP 4165 – 98 846 NOUMEA CEDEX

Appel d'offres ouvert pour LA FOURNITURE DES SYSTEMES BILLETTEQUE ET DE RESERVATION
« À N'OUVRIR qu'en séance de dépouillement »

Aucun tampon ou inscription autre que celle liée à l'enregistrement de l'offre ne sera toléré, exception faite des éléments de récépissé au verso de l'enveloppe, en cas d'envoi par la voie postale.

Cette enveloppe contiendra les sous-dossiers suivants, décrits ci-après :

- Le dossier de candidature ;
- Le projet de marché ;
- D'éventuels sous-dossiers variantes décrits ci-après ;

- Tout autre complément éventuel relatif à l'offre financière et technique.

3.2 – Dossier de candidature

Le dossier de candidature est composé des pièces suivantes classées dans l'ordre ci-après :

- Les pièces relatives au candidat, titulaire potentiel du marché à conclure ;
- Les pièces relatives à chaque sous-traitant auquel souhaite avoir recours le candidat.

Pièces relatives au candidat, titulaire potentiel du marché à conclure (en cas de groupement momentané d'entreprises, chaque membre du dit groupement devra produire toutes les pièces ci-après) :

N°	Pièce
1	<p>Une Déclaration d'Intention de Soumissionner (DIS) dûment remplie par le candidat, comprenant les attestations sur l'honneur indiquant que le candidat se trouve en situation régulière au regard de ses obligations fiscales et sociales conforme au modèle joint en annexe 1</p> <p><i>Si le candidat est en situation de redressement judiciaire, il doit impérativement fournir la copie du ou des jugements, ou de tout justificatif démontrant qu'il est autorisé à poursuivre son activité à la date de la remise de l'offre et pendant la durée prévisible d'exécution du marché.</i></p>
2	<p>Un extrait du registre du commerce (ou équivalent) attestant de la non-faillite de l'entreprise (KBis actualisé au trimestre de l'avis de l'appel d'offres ou document équivalent).</p>
3	<p>L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité, (c'est-à-dire justifiant le paiement des primes pour la période en cours) indiquant l'étendue des garanties apportées par sinistre.</p>
4	<p>Une note indiquant les moyens techniques, les moyens en matériel et les opérations de mise en œuvre de systèmes d'aide à l'exploitation et/ou à l'information des voyageurs et/ou de billetterie et/ou de réservation qu'il a réalisées ou à l'exécution desquelles il a participé, un état des effectifs avec mention de la classification professionnelle du personnel salarié. En cas de remise de l'offre au format papier, cette note devra également être fournie sur une clé USB au format pdf exploitable (document non scanné permettant d'effectuer une recherche dans le document).</p>
5	<p>Une note sur les capacités financières incluant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services, objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.</p> <p>Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.</p>

Pièces relatives à chaque sous-traitant éventuel auquel le candidat souhaite recourir :

Il est rappelé aux candidats qu'ils ont la possibilité :

- Soit d'envisager de sous-traiter en cours d'exécution : les candidats devront préciser la nature des prestations qu'ils envisagent effectivement de sous-traiter (paragraphe E.1 de la déclaration d'intention de soumissionner) ;
- Soit d'identifier les entreprises sous-traitantes qu'ils ont retenues pour l'exécution des prestations : Les candidats doivent alors **obligatoirement** :
 - ✓ Préciser le nom du (des) sous-traitant(s) et la nature des prestations (paragraphe E.2 de la déclaration d'intention de soumissionner),
 - ✓ Fournir la **fiche d'identification du sous-traitant (FIS)** pour **chacun des sous-traitants** qu'ils auront retenu sous leur propre responsabilité. Chaque FIS sera numérotée selon l'ordre des sous-traitants présentés, conforme au modèle joint en **annexe 2** au présent règlement.
Cette FIS inclut une **attestation sur l'honneur** de régularité fiscale et sociale, et doit être datée et doit mentionner le nom des représentants qualifiés du candidat et du sous-traitant.
Si le sous-traitant est en situation de redressement judiciaire, il doit impérativement fournir la copie du ou des jugements, ou de tout justificatif démontrant qu'il est autorisé à poursuivre son activité à la date de la remise de l'offre et pendant la durée prévisible d'exécution des prestations sous-traitées.
 - ✓ Fournir un extrait K-bis ou équivalent
 - ✓ Pour justifier des leurs capacités professionnelles et techniques, fournir une note sur les **références et moyens humains et techniques** pour **chacun de ses sous-traitants**.

	FOURNITURE DES SYSTEMES BILLETTEQUE ET DE RESERVATION REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES	REFERENCE RPAO-DCE	VERSION 1	Page 9 sur 22	AOÛT 2024
---	--	--------------------	-----------	---------------	--------------

Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de ses sous-traitants pour toute la durée d'exécution du marché.

Précisions :

Le candidat ne peut mentionner des sous-traitants que si les documents ci-avant sont fournis pour chacun d'entre eux. S'il cite un sous-traitant ou évoque le recours futur à de la sous-traitance sans fournir ces documents, il n'en sera tenu aucun compte dans l'appréciation des capacités du candidat lors du jugement des candidatures.

Lorsque l'offre est présentée en groupement, chaque membre du groupement doit inclure dans l'enveloppe son dossier de candidature pour lui-même et pour ses sous-traitants dans l'ordre et les formes précisées ci-dessus.

3.3 – Projet de marché

Les pièces du **projet de marché** doivent être strictement conforme au DCE et comprendre :

N°	Pièce
A	L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes, complétés, datés, paraphés et signés.
B	La première page du CCAP datée et signé
C	La première page du CCTP datée et signé.
D	Le BPU entièrement complété, daté, paraphé et signé. Le BPU devra également être fourni en version tableur.
E	Le Détail Estimatif (DE) entièrement complété, daté, paraphé et signé. Le DE devra également être fourni en version tableur.
F	<p>Une offre comportant les mémoires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - M1 : Offre technique et fonctionnelle <u>reprenant l'arborescence des titres et exigences dans l'ordre du CCTP numérotées de #1 à #352,</u> avec en annexe tout complément nécessaire comme les précisions demandées spécifiquement. <p>Le Candidat prévoit une réponse pour l'ensemble de ces exigences. Si des fonctionnalités ne peuvent pas être réalisées, le Candidat devra le justifier notamment au regard de la complexité et du coût engendré.</p> <p>Le Candidat peut soumettre des pistes d'optimisations de l'offre par rapport à certaines exigences jugées par le prestataire comme particulièrement complexe.</p> <p>Si les exigences non satisfaites sont jugées indispensables, le SMTI demandera au Candidat de revoir la copie.</p> <p>Une attention particulière sera notamment portée sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ l'ergonomie et la prise en main du système proposé ; ○ le système de réservation à l'avance via multiples canaux ; ○ la prise en compte des aspects multi-transporteurs, réseau interurbain longue distance et du contexte néo-calédonien ; ○ la mise en œuvre des interfaces ; ○ le respect de la réglementation en Nouvelle-Calédonie et notamment la conformité au RGPD. <ul style="list-style-type: none"> - M2 : Organisation du candidat pour assurer la réussite du projet. Ce mémoire décrira : <ul style="list-style-type: none"> ○ les moyens mis en œuvre pour chaque phase du projet jusqu'à la fin de la garantie :

N°	Pièce
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ équivalents jours/homme pour chaque phase avec une précision sur la part des ressources présentes en Nouvelle-Calédonie, ▪ organisation du pilotage de projet entre l'interlocuteur principal et son représentant local stipulant les modalités de partage des informations et connaissances notamment si ces interlocuteurs ne font pas partie de la même société, ▪ lieux d'exécution des prestations et organisation de la communication (outil unique pour les conférences téléphonique et visioconférence, fréquence...) entre la Nouvelle-Calédonie et les locaux du candidat (ou les différents partenaires en cas de groupement et/ou sous-traitant), si implantés en dehors de la Nouvelle-Calédonie, ▪ outil de suivi, ticketing et reporting unique entre tous les membres du groupement et accessible par le maitre d'ouvrage, ▪ nombre et durée des déplacements, ▪ CV des intervenants directement affectés à l'exécution du marché avec leur niveau d'expérience appliqué à leur fonction dans le projet et à leur localisation, ○ les points clefs de la méthodologie appliquée notamment en terme de management de la qualité, de programmation des essais, de ticketing, etc... ; ○ le plan sommaire de mise en service des systèmes appliqué au contexte du projet notamment la phase d'installation des matériels et d'essais ; ○ le planning. <p>- M3 : Mémoire exploitation et maintenance décrivant particulièrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ un dossier Fiabilité Maintenabilité Disponibilité (FMD) des systèmes et des sous-systèmes comme précisé au CCTP ; ○ la méthode de suivi du fonctionnement et respect des performances du système durant la VSR et la Garantie ; ○ les propositions de contrat de maintenance tels que décrit au CCTP ; ○ le détail des couts annuels estimés d'exploitation des systèmes billettique et de réservation sur la base des quantités prévues. <p>En cas de remise de l'offre au format papier, ces trois mémoires devront également être fournis sur une clé USB au format PDF exploitable (document non scanné permettant d'effectuer une recherche dans le document).</p>

3.4 – Pièces complémentaires

Le candidat pourra inclure dans l'enveloppe un **sous-dossier "autres compléments"** relatif à l'offre financière et technique.

3.5 – Indépendance des offres

Les soumissionnaires doivent constituer leur offre en toute impartialité et confidentialité, sans échange d'information à quelque titre que ce soit entre les concurrents dans le cadre de la présente mise en concurrence.

Si des entreprises appartiennent à un même groupe, ou ont des liens juridiques ou financiers entre elles, et souhaitent soumissionner à l'appel d'offres, elles doivent en informer le maître d'ouvrage dans la présentation de leur offre et dispose des options suivantes :

	FOURNITURE DES SYSTEMES BILLETTEQUE ET DE RESERVATION REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES	REFERENCE RPAO-DCE	VERSION 1	Page 11 sur 22	AOÛT 2024
---	--	--------------------	-----------	----------------	--------------

1 – Si chaque entreprise du groupe dispose d’une autonomie commerciale (directions différentes, moyens propres pour établir l’offre, capacité de production autonome...), elles peuvent choisir de déposer chacune une offre élaborée de manière indépendante sans aucun échange d’information sur l’appel d’offres ou déposer une offre commune permettant des concertations internes au sein du groupe ;

2 – Si les entreprises du groupe ne sont pas autonomes commercialement, elles ne peuvent présenter qu’une offre pour répondre à l’appel d’offres.

En cas de non-respect de ces dispositions, les offres concernées pourront être rejetées.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

Les offres peuvent être envoyées et remises sous deux formes et voies possibles :

- Voie physique (format papier)
- Voie dématérialisée (format électronique)

Aucune offre déposée régulièrement ne peut être retirée ou complétée ou encore modifiée.

Si une offre a déjà été déposée alors que le maître d’ouvrage procède à une modification du DCE dans les conditions fixées à l’article 2.2.4 ci-dessus, il appartiendra au candidat concerné de déposer une nouvelle offre conforme au dossier de consultation modifié.

4.1 – Remise des offres sous format papier

Les offres doivent être remises contre récépissé à :

SYNDICAT MIXTE DE TRANSPORT INTERURBAIN
19 Avenue FOCH, immeuble FOCH CENTRE VILLE, 6^{ème} ETAGE
BP 4165 – 98 846 NOUMEA CEDEX
Tél : 27.77.66 / Courriel : accueil@smti.nc
Horaires d’accueil au public pendant les jours ouvrés : 7h30 à 11h30 – 12h30 à 16h00.

Avant les date et heure indiquées dans l’avis d’appel d’offres ou ses modificatifs.

Si elles sont envoyées par la poste, elles doivent être adressées, par pli recommandé avec avis de réception postal, et parvenir à destination avant ces mêmes date et heure limites.

Les offres qui seraient remises sous enveloppe non cachetée ou dont l’enveloppe porterait des indications autres que celles mentionnées au 3.1 ci-dessus (telles que mention de l’expéditeur, cachet de la société, etc.) ne seront pas retenues et seront renvoyées à leurs auteurs contre récépissé.

Les offres qui parviendraient après la date et l’heure limites indiquées dans l’avis d’appel d’offres ou ses modificatifs ne seront pas retenues et pourront être renvoyées à leurs auteurs, à leur demande, contre récépissé.

Il est demandé aux candidats de remettre dans leur enveloppe, en plus de la version papier, une clé USB contenant à minima le DE et le BPU en version tableur ; les trois mémoires et la note indiquant les moyens et références (pièce n°4 de la candidature) en version pdf exploitable (document non scanné permettant de faire une recherche dans le document).

4.2 – Remise des offres sous format électronique

4.2.1 – Dépôt électronique des plis

Les candidats peuvent transmettre leur candidature et leur offre par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation de la Nouvelle-Calédonie, en se connectant au profil acheteur : www.marchespublics.nc.

Les frais d’accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

	FOURNITURE DES SYSTEMES BILLETTEQUE ET DE RESERVATION REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES	REFERENCE RPAO-DCE	VERSION 1	Page 12 sur 22	AOÛT 2024
---	--	--------------------	-----------	----------------	--------------

Après le dépôt du pli sur la plateforme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur public.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent au moins disposer d'un logiciel de navigation sur Internet et d'un outil de signature électronique.

4.2.2 – Signature électronique obligatoire des documents

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature par voie électronique des documents est conseillée mais non exigée au moment du dépôt de leur offre. Elle sera en revanche exigée de l'attributaire au moment de l'attribution du marché.

Les offres doivent être transmises dans les conditions qui permettent d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager le soumissionnaire selon les exigences posées aux articles 1316 et 1316-4 du code civil.

Les candidats doivent signer la totalité des fichiers constituant l'offre au moyen d'un certificat de signature électronique qui garantit notamment l'identification du candidat. Les obligations relatives à la signature électronique sont les suivantes :

- chaque document à signer doit être signé de façon unitaire ;
- le certificat de signature électronique doit être conforme aux dispositions de signature sécurisée issues du décret n° 2001-272 du 30 mars 2001¹ ;
- le certificat ne doit pas être révoqué à la date de signature du document ;
- le certificat ne doit pas être arrivé à expiration à la date de signature du document ;
- le certificat doit être établi au nom d'une personne physique habilitée à engager la société.

Concernant le dernier point, si le titulaire du certificat de signature électronique n'est pas gérant de la société, le dossier de candidature doit impérativement inclure la délégation de la gérance l'habilitant à engager l'entreprise par la signature électronique des documents de l'offre.

La signature d'un fichier compressé (Zip) ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Il est précisé qu'une signature scannée ne constitue pas une signature électronique.

4.2.3 – Présentation des dossiers

Les formats informatiques acceptés pour la transmission des fichiers sont les suivants : .pdf, .doc, .docx, .xls, .xlsx, .ppt, .pptx, .jpg, .png, .html, .odt, .ods et .ops. Les candidats ne doivent pas utiliser de code actif dans leur réponse, tels que : formats exécutables (.exe, .com, .scr, ...), macros, active X, applets, scripts...

Tout fichier informatique établi dans un format informatique différent sera déclaré nul et non avenu.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limites est considéré comme hors délai et ne sera pas retenu.

4.2.4 – Copie de sauvegarde

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique, doivent faire parvenir cette copie au plus tard 24 heures après la date et l'heure limites de remise des plis. Cet envoi peut se faire soit sur un support électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB), soit sur un support papier.

Si les candidats ont fait parvenir, dans les délais impartis, une copie de sauvegarde en s'assurant que les documents soient signés, elle peut être ouverte en lieu et place du pli électronique.

¹ Décret n° 2001-272 du 30 mars 2001 pris pour l'application de l'article 1316-4 du code civil et relatif à la signature électronique.

	FOURNITURE DES SYSTEMES BILLETTEQUE ET DE RESERVATION REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES	REFERENCE RPAO-DCE	VERSION 1	Page 13 sur 22	AOÛT 2024
---	--	--------------------	-----------	----------------	--------------

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

COPIE DE SAUVEGARDE

Objet de l'appel d'offres : **LA FOURNITURE DES SYSTEMES BILLETTEQUE ET DE RESERVATION**

Nom du candidat : _____

Elle doit être adressée à l'adresse suivante :

SYNDICAT MIXTE DE TRANSPORT INTERURBAIN
19 Avenue FOCH, immeuble FOCH CENTRE VILLE, 6^{ème} ETAGE
BP 4165 – 98 846 NOUMEA CEDEX
Tél : 27.77.66 / Courriel : accueil@smti.nc
Horaires d'accueil au public pendant les jours ouvrés : 7h30 à 11h30 – 12h30 à 16h00.

Toute offre qui ne comporte pas la mention « **copie de sauvegarde** » et qui émane d'un candidat ayant déjà remis un dossier par voie électronique, est réputée n'être jamais arrivée. Seul le pli parvenu par voie électronique sera pris en compte.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 8 de l'arrêté n° 2013-347/GNC du 12 février 2013² :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre transmise par voie électronique n'est pas parvenue dans les délais ou lorsque les fichiers informatiques transmis n'ont pu être ouverts.

4.2.5 – Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

4.2.6 – Rematérialisation des offres

Dans le cas où l'offre dématérialisée a été retenue, le soumissionnaire s'engage à accepter la rematérialisation conforme sous format papier de tous les éléments constitutifs du marché à valeur contractuelle.

Il s'engage également à ce que la personne physique auteur de la signature électronique procède à leur signature manuscrite sans effectuer la moindre modification de ceux-ci.

Il s'engage également à en accepter la notification, selon les procédés habituellement en cours, sous forme papier.

ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES

5.1 – Régularisation de soumissions

Pour les dossiers de candidatures qui ne contiennent pas les documents ou éléments d'information requis, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander aux candidats d'apporter tous éléments susceptibles de régulariser leur candidature dans un délai approprié.

Il en est de même pour la régularisation de la teneur des offres irrégulières à condition que les éléments complémentaires ne modifient pas les caractéristiques substantielles de l'offre.

² Arrêté n° 2013-347/GNC du 12 février 2013 *relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.*

	FOURNITURE DES SYSTEMES BILLETTEQUE ET DE RESERVATION REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES	REFERENCE RPAO-DCE	VERSION 1	Page 14 sur 22	AOÛT 2024
---	--	--------------------	-----------	----------------	--------------

Les candidats sont informés que le maître d'ouvrage n'est nullement tenu de mettre en œuvre cette procédure de régularisation.

5.2 – Analyse des offres

Lors de l'analyse des offres, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander aux candidats de fournir toutes justifications permettant de vérifier ou compléter les pièces énumérées à l'article 3 ci-dessus, ainsi que des sous-détails de tout ou partie des prix unitaires.

En cas de proposition par les Candidats d'assouplir certaines exigences le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander à tous les Candidats des offres ajustés sur ces points afin de disposer d'offres comparables.

En cas de discordance constatée dans une offre :

Les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ces détails estimatifs seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

5.3 – Critères de jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué conformément aux dispositions prévues à l'article 27-2 de la délibération précitée du 20 mars 2019.

5.3.1 – Offres inappropriées, irrégulières, inacceptables ou anormalement basses

Dans le cadre du présent appel d'offres, la qualification des offres inappropriées, irrégulières, inacceptables ou anormalement basses est effectuée à l'aide des définitions suivantes.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences formulées dans le DCE.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans le DCE notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale, fiscale et environnementale.

Une offre peut être jugée inacceptable lorsque son montant excède de 25 % l'estimation administrative retenue par l'acheteur public avant le lancement de la consultation.

Une offre est considérée comme anormalement basse lorsqu'elle est cumulativement inférieure à la moyenne arithmétique de l'ensemble des offres recevables, après application d'un abattement à cette moyenne d'un coefficient de 25% et inférieure à l'estimation retenue par le maître d'ouvrage après abattement par application du même coefficient.

5.3.2 – Classement des offres recevables

Le classement des offres recevables sera déterminé sur la base des critères présentés dans le tableau ci-dessous, et selon les notations et formules indiquées ci-après, après examen comparatif des offres hors options proposées par les candidats.

Critères	Pondération
C1 : Les prix des prestations	40 points
C2 : La valeur technique de l'offre	60 points

Les méthodes de notation utilisées seront les suivantes :

Les notes seront arrondies à la première décimale.

Le critère C1 « les prix des prestations » est la somme des sous-critères définis dans le tableau suivant :

Prix des prestations	Note maximale
Prix de la tranche ferme	30 points

Prix des prestations optionnelles sur les interfaces [BPU #004 à #007]	3 points
Prix des prestations optionnelles Contrat de maintenance [BPU #001, #002]	7 points

Chaque sous-critère de prix est évalué selon la formule :

$$Note\ attribuée = \frac{Montant\ de\ l'offre\ la\ moins\ disante}{Montant\ de\ l'offre\ à\ noter} * note\ maximale$$

L'analyse des offres selon les critères « prix » sera menée sur la base du Détail Estimatif (DE).

Chaque offre obtient une note de prix **C1 sur 40 points suivant la décomposition détaillée ci-dessus.**

Le **critère C2 « valeur technique »** est la somme des sous-critères définis dans le tableau suivant. Chaque sous-critère technique est évalué par notation au point près suivant le barème de notation suivant :

Thèmes	Mémoire pris en compte	Note maximale
Qualité de l'offre technique et fonctionnelle répondant aux exigences du CCTP	M1	30 points
Organisation du candidat pour assurer la réussite du projet	M2	15 points
Exploitation et maintenance du système (période de garantie et au-delà)	M3	15 points

Chaque offre obtient une note technique **C2 sur 60 points suivant la décomposition détaillée ci-dessus.**

Afin de ne pas fausser le poids relatif des critères C1 et C2, l'offre ayant la notation la plus élevée pour un critère donné, doit bénéficier in fine de la note maximale prévue pour ce critère, à la suite de quoi les notes de toutes les offres pour ce critère doivent être recalculées proportionnellement.

La note globale attribuée aux offres sera ensuite calculée comme suit : **C1 + C2.**

Le maître d'ouvrage analysera chaque offre conformément aux dispositions énoncées ci-dessus et classera les offres par note globale décroissante.

Des offres sont réputées équivalentes si l'écart entre leurs notes globales est inférieur ou égal à 2 points.

ARTICLE 6 – REPRODUCTION DES DOSSIERS DE MARCHE

Si une mise au point du marché doit avoir lieu préalablement à cette reproduction, l'original du marché mis au point est notifié à l'entreprise attributaire contre récépissé daté et signé des deux parties.

À compter de cette date l'attributaire dispose d'un délai de sept jours pour assurer la signature du projet de marché par ses soins, ceux de ses éventuels cotraitants et sous-traitants, et le remettre pour vérification au service instructeur.

Dans le cas où il retarderait la production du marché au-delà de ce délai, le délai d'engagement visé à l'article 2.4 ci-dessus sera augmenté d'autant.

Sous réserve que le dossier de marché soit complet, signé et conforme, la reproduction des dossiers de marché est assurée par le service instructeur.

ANNEXE 1 – DÉCLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER (DIS) N°

À fournir pour chaque candidat individuel ou membre du groupement

A – OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

LA FOURNITURE DES SYSTEMES BILLETTIQUE ET DE RESERVATION

B - PRÉSENTATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT

NOM, Prénoms du signataire de la déclaration :

Qualités et pouvoirs du signataire de la déclaration :

Statut juridique : ☐ Entreprise individuelle ☐ SARL ☐ SA ☐ SAS ☐ SNC

☐ AUTRE : (à préciser)

Activité déclarée au Kbis :

Nom de l'entreprise :

Adresse de l'entreprise ou siège social :

Téléphone : - Courriel :

N° d'identification RIDET (ou numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

N° d'identification au RCS ou au répertoire des métiers :

N° d'identification CAFAT (ou sécurité sociale ou équivalent) :

C – SITUATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT

Le candidat est-il en état de : (Cocher les cases)

- Liquidation : ☐ OUI – ☐ NON
- Faillite personnelle : ☐ OUI – ☐ NON
- Redressement judiciaire : ☐ OUI – ☐ NON
- État de sauvegarde : ☐ OUI – ☐ NON

Dans le cas d'un redressement judiciaire, joindre **obligatoirement** copie du ou des jugements montrant qu'il est autorisé à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

D – CANDIDATURE

☐ Je déclare mon intention de soumissionner au présent appel.

E – SOUS-TRAITANCE

(Cocher la case et compléter le(s) tableau(x) correspondants)

E.0 ☐ Je n'envisage pas de sous-traiter.

E.1 ☐ J'envisage de sous-traiter une partie des prestations mais je n'ai pas encore identifié mon(mes) sous-traitant(s) :

NATURE DES PRESTATIONS SOUS-TRAITÉES

E.2 ☐ J'envisage de sous-traiter une partie des prestations au(x) sous-traitant(s) suivant(s) :

NOM DU SOUS-TRAITANT	NATURE DES PRESTATIONS SOUS-TRAITÉES	N° FICHE D'ID. SOUS-TRAITANT (cf. annexe 2-FIS)

La fiche d'identification du sous-traitant (cf. modèle en annexe 2 au RPAO) doit être fournie pour chaque sous-traitant.

F – ATTESTATION SUR L'HONNEUR DU CANDIDAT ³

Je, soussigné, (nom, prénom, qualité)

Atteste sur l'honneur que

- je, ou la société que je représente, n'entre dans aucun des cas d'exclusion des marchés publics mentionnés à l'article 14-3 de la délibération précitée du 20 mars 2019 reproduit en annexe 4 ;
- je suis, ou la société que je représente est, en situation régulière au regard des obligations fiscales et sociales exigibles à la date de la soumission ;
- j'ai, ou la société que je représente, a établi la présente offre en toute impartialité et confidentialité, sans échange d'information à quelque titre que ce soit avec un autre concurrent.

Si l'administration proposait de retenir mon offre, je m'engage à fournir les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que j'ai satisfait à mes obligations fiscales et sociales dans le délai de 10 jours à compter de la date de notification de la demande du maître d'ouvrage, même si ma société n'a été redevable d'aucune imposition fiscale (cas des sociétés nouvellement créées).

Sauf justification du refus des administrations et organismes compétents, la non production de ces documents dans le délai imparti entraînera le rejet de l'offre.

- Je m'engage à fournir dans le même délai le justificatif de souscription du contrat d'assurance en cours de validité couvrant les risques mentionnés à l'article 11.2. du CCAP.

³ Rappel : en application de l'art. 441-7 du code pénal, sera puni d'un emprisonnement d'un (1) an et d'une amende de 15 000 €, quiconque :

1. Aura établi une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts,
2. Aura falsifié une attestation ou un certificat originellement sincère,
3. Aura fait usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

	FOURNITURE DES SYSTEMES BILLETTEQUE ET DE RESERVATION REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES	REFERENCE RPAO-DCE	VERSION 1	Page 18 sur 22	AOÛT 2024
---	--	--------------------	-----------	----------------	--------------

G - ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je, soussigné, (nom, prénom, qualité) _____

Atteste sur l'honneur que :

- que l'entreprise que je représente n'effectuera aucune modification des pièces du dossier de consultation des entreprises (DCE) relatif au présent appel d'offres ;
- que les pièces transmises par dématérialisation, courrier électronique et/ou sur support CD seront lues dans leur globalité ;
- qu'aucune clause prévue ne fera l'objet d'une annulation de la part de l'entreprise sous peine de résiliation d'office de ma candidature.

Je déclare être informé(e) que toute modification unilatérale de ma part des pièces du DCE entrainera l'invalidité de mon offre qui me sera alors retournée.

H - DOCUMENTS DE PREUVE DISPONIBLES EN LIGNE

Le candidat indique l'adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

Adresse : _____

Renseignement pour accéder aux documents : _____

De plus, le candidat indique les documents non remis dans la présente offre car déjà fournis lors d'une précédente consultation et pour lesquels le contenu reste valable pour le présent appel d'offres :

Référence de la consultation : _____

Liste des documents déjà transmis : _____

I – SIGNATURE DU CANDIDAT INDIVIDUEL OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT

Nom, prénom :

Lieu :

& date de signature :

Qualité du signataire ⁴ :

Signature

⁴ Le signataire doit justifier du pouvoir d'engager la société ou la personne qu'il représente. La commission s'appuiera sur l'extrait K-Bis mentionnant le nom du ou des gérants, ou sur une attestation ou pouvoir de délégation dûment signé par la gérance.

ANNEXE 2 – FICHE D'IDENTIFICATION DU SOUS-TRAITANT (FIS) N°

À fournir obligatoirement pour chaque sous-traitant identifié par un candidat.

A – OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE

Objet du marché : LA FOURNITURE DES SYSTEMES DE BILLETTEQUE ET DE RESERVATION

Nom du candidat ou du membre du groupement :

Nature exacte des prestations sous-traitées :

B - PRÉSENTATION DU SOUS-TRAITANT

NOM, Prénoms du signataire de la déclaration :

Qualités et pouvoirs du signataire de la déclaration :

Statut juridique : ☐ Entreprise individuelle ☐ SARL ☐ SA ☐ SAS ☐ SNC

☐ AUTRE : (à préciser)

Activité déclarée au Kbis :

Nom de l'entreprise :

Adresse de l'entreprise ou siège social :

Téléphone : - Courriel :

N° d'identification RIDET (ou numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

N° d'identification au RCS ou au répertoire des métiers :

N° d'identification CAFAT (ou sécurité sociale ou équivalent) :

C – SITUATION DU SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant est-il en état de : (Cocher les cases)

- Liquidation : ☐ OUI – ☐ NON
- Faillite personnelle : ☐ OUI – ☐ NON
- Redressement judiciaire : ☐ OUI – ☐ NON
- État de sauvegarde : ☐ OUI – ☐ NON

Dans le cas d'un redressement judiciaire, joindre **obligatoirement** copie du ou des jugements montrant qu'il est autorisé à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

D – ATTESTATION SUR L'HONNEUR DU SOUS-TRAITANT

Je, soussigné, (nom, prénom, qualité)

Atteste sur l'honneur que

- je, ou la société que je représente, n'entre dans aucun des cas d'exclusion des marchés publics mentionnés à l'article 14-3 de la délibération précitée du 20 mars 2019 reproduit en annexe 4 ;
- je suis, ou la société que je représente est, en situation régulière situation régulière au regard des obligations fiscales et sociales exigibles à la date de la soumission ;

Si l'administration proposait de retenir mon offre, je m'engage à fournir les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que j'ai satisfait à mes obligations fiscales et sociales dans le délai de 15 jours à compter de la date notification de la demande du maître d'ouvrage, même si ma société n'a été redevable d'aucune imposition fiscale (cas des sociétés nouvellement créées).

Sauf justification du refus des administrations et organismes compétents, la non-production de ces documents dans le délai imparti entraînera le rejet de l'offre.

- Je m'engage à fournir dans le même délai le justificatif de souscription du contrat d'assurance en cours de validité couvrant les risques mentionnés à l'article 11.2. du CCAP.

E – DECLARATION DU SOUS-TRAITANT ET SIGNATURES

Je déclare par la présente vouloir participer à l'appel d'offres en tant que sous-traitant du candidat ci-dessus référencé.

À cet effet, je joins :

- à la présente fiche, les éléments me concernant listés à l'article 3.2 du RPAO permettant d'apprécier mes capacités.
- à l'acte d'engagement, une annexe (DST) valant demande d'acceptation de sous-traitance et d'agrément des conditions de paiement direct le projet de marché, signée par nos soins.

LE SOUS-TRAITANT

Nom du signataire ⁵ :

A, le

LE CANDIDAT

Nom du signataire ² :

A, le

⁵ Le signataire doit justifier du pouvoir d'engager la société ou la personne qu'il représente. La commission s'appuiera sur l'extrait K-Bis fourni mentionnant le nom du ou des gérants, ou sur une attestation ou pouvoir de délégation dûment signé par la gérance.

ANNEXE 3 – DÉCLARATION D'INTENTION EN GROUPEMENT D'ENTREPRISES

A – OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

LA FOURNITURE DES SYSTEMES BILLETTEQUE ET DE RESERVATION

B - PRÉSENTATION DU GROUPEMENT

NOM éventuellement donné au groupement : _____

Le candidat est un groupement d'entreprises :

☐ conjoint

OU

☐ solidaire

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire.

C – IDENTIFICATION DES MEMBRES DU GROUPEMENT ET REPARTITION DES PRESTATIONS

(Tous les membres du groupement remplissent le tableau ci-dessous. En cas de groupement conjoint, les membres du groupement indiquent également dans ce tableau la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser. Ajouter autant de lignes que nécessaires.)

Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l'établissement (*), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET des membres du groupement (***)	Prestations exécutées par les membres du groupement (**)

D – Désignation du mandataire

Les membres du groupement désignent le mandataire suivant :

NOM, Prénoms du signataire de la déclaration : _____

Qualités et pouvoirs du signataire de la déclaration : _____

Statut juridique : ☐ Entreprise individuelle ☐ SARL ☐ SA ☐ SAS ☐ SNC

☐ AUTRE : (à préciser) _____

Activité déclarée au Kbis : _____

Nom de l'entreprise : _____

Adresse de l'entreprise ou siège social : _____

Téléphone : _____ - Courriel : _____

N° d'identification RIDET (ou numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD : _____

N° d'identification au RCS ou au répertoire des métiers : _____

N° d'identification CAFAT (ou sécurité sociale ou équivalent) : _____

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

	FOURNITURE DES SYSTEMES BILLETTEQUE ET DE RESERVATION REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES	REFERENCE RPAO-DCE	VERSION 1	Page 22 sur 22	AOÛT 2024
---	--	--------------------	-----------	----------------	--------------

ANNEXE 4 – ARTICLE 14-3 14-3 DE LA DELIBERATION PRECITEE DU 20 MARS 2019 : motifs d'exclusion des candidats

« I - Sont exclues de la procédure de passation des marchés publics :

1°) Les personnes ou sociétés qui ont fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-6, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 441-1 à 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles Lp.1060 à Lp.1060-6 du code des impôts de la Nouvelle-Calédonie ou pour recel de telles infractions.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés publics a été prononcée pour une durée différente fixée par une décision de justice définitive, l'exclusion prévue au présent 1°) s'applique pour une durée de cinq ans à compter du prononcé de la condamnation.

2°) Les personnes ou sociétés qui :

- ont été sanctionnées pour méconnaissance des obligations prévues aux articles Lp. 116-1 à Lp. 116-3, Lp. 128-1 à Lp. 128-7, Lp. 452-2 et Lp. 462-2 du code du travail de la Nouvelle-Calédonie ;

- ont été condamnées au titre du 5° de l'article 131-39 du code pénal ;

- sont en situation de liquidation judiciaire, de faillite personnelle ou d'interdiction de gérer, ou en situations équivalentes prévues par un droit étranger.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés publics a été prononcée pour une durée différente fixée par une décision de justice définitive, l'exclusion prévue au présent 2° s'applique pour une durée de trois ans à compter de la date de la décision ou du jugement ayant constaté la commission de l'infraction.

II - Les personnes ou sociétés admises au redressement judiciaire doivent justifier qu'elles sont autorisées à poursuivre leurs activités.

III - Les acheteurs peuvent, à titre exceptionnel, autoriser un opérateur économique qui serait dans un cas d'interdiction de soumissionner à participer à la procédure de passation du marché public, à condition que cela soit justifié par des raisons impérieuses d'intérêt général, que le marché public en cause ne puisse être confié qu'à ce seul opérateur économique. » (art 14-3 D424)

Commentaires

- ❖ articles 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-6 du code pénal = escroquerie, abus de confiance, blanchiment.
- ❖ articles 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2 du code pénal = concussion, corruption et trafic d'influence passifs, prise illégale d'intérêt, délit de favoritisme, détournement de fonds publics, y compris par le fait de la négligence, corruption active et trafic d'influence actifs.
- ❖ articles 441-1 à 441-9 du code pénal : faux, détention, délivrance, usage de faux, déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique un paiement ou un avantage indu, falsification de document administratif, promesses, menaces en vue d'obtenir des documents administratifs inexacts ou falsifiés.
- ❖ articles 445-1 à 445-2-1 du code pénal : corruption privée passive/active (contexte professionnel, paris sportifs).
- ❖ article 450-1 du code pénal : association de malfaiteurs.
- ❖ articles Lp.1060 à 1060-6 du code des impôts NC : fraude fiscale, comptable, organisation de refus collectif de l'impôt, falsifications comptables, faux et usage de faux et de pièces inexacts, ...
- ❖ articles Lp 116-1 à 116-3 du code du travail NC : discrimination, harcèlement moral, harcèlement sexuel.
- ❖ articles Lp 128-1 à 128-7 du code du travail NC : infractions a/s prêt de main d'œuvre, et travail temporaire.
- ❖ articles Lp 452-2 et 462-2 du code du travail NC : emploi de travailleur étranger sans titre, travail dissimulé.
- ❖ art. 131-39 code pénal, 5° : exclusion des marchés publics à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus.